

ENERGIE : À Belfort les collectivités se retournent contre l'Etat dans le dossier GE

La ville et l'agglomération de Belfort, ainsi que le département, demandent 12 M€ à l'Etat pour non-respect de l'accord signé entre ce dernier et [GENERAL ELECTRIC INTERNATIONAL](#) (GE) en 2014, a annoncé la municipalité. Les collectivités déposeront cette semaine un recours administratif auprès du ministère de l'Economie pour demander une indemnisation. Elles réclament 8,3 M€ pour des pertes fiscales et 3,7 M pour les réaménagements de routes. L'Etat a 2 mois pour répondre. Sinon, les collectivités menacent de porter l'affaire devant le tribunal administratif. L'intersyndicale a, par ailleurs, jugé constructives les discussions avec la direction réalisées sous l'égide de Bercy.

www.ge.com/fr